SUITE AU SÉISME DU 1er AOÛT À BOLOGHINE

Les recommandations de l'Ordre des architectes

Il ressort du rapport d'activité de la cellule de crise du CNOAA (Conseil national de l'Ordre des architectes algériens), sur le séisme de Bologhine qui a touché Alger le 1er août 2014, qui vient d'être rendu public et dont nous détenons une copie, que l'intervention des architectes a été limitée à l'assistance aux opérations d'expertise des immeubles présentant des signes de dégradation.

En ce sens, le CNOAA a mis en place une cellule de crise centrale et 7 autres cellules au niveau des autres wilayas touchées, mobilisant ainsi 312 architectes qui ont expertisé 4 427 immeubles et ce, en collaboration avec les services techniques des APC et du CTC, avec établissement de 5 000 fiches de diagnostic.

En effet, l'ordre des architectes a tiré plusieurs enseignements de cette expérience, nonobstant le fait que les dégâts de ce séisme étaient fort heureusement négligeables dont, entre autres la nécessité de constituer un dispositif permanent pouvant mener efficacement les opérations d'intervention d'urgence, l'obligation de former des architectes aptes à assurer des opérations d'intervention d'urgence et ce, quelque soit leur nature, la nécessité de se doter de moyens adéquats dédiés aux opérations d'intervention d'urgence et d'aquérir les mécanismes de coordination et collaboration avec les dispositifs officiels d'intervention en cas d'urgence (plan Orsec, cellules de crises ministérielles etc.). Cependant, dans ledit rapport, l'ordre des architectes note que les constructions réalisées sur la base du Règlement parasismique algérien (RPA 99 version 2003), se sont relativement bien comportées et ne connaissent pas de grands dommages.

Photo : DR

Des mesures urgentes doivent être prises pour éviter l'effondrement du vieux bâti.

En revanche, des défaillances ont été constatées sur le tissu Ottoman, notamment à La Casbah et le tissu colonial (bâtiments mal ou pas entretenus), classés en 2003, en orange 3 ou orange 4.

Par ailleurs, le CNOAA préconise la prise en charge urgence de ce tissu, par la mise en place d'une agence nationale constituée de professionnels pour éviter des effondrements futurs car présentant un réel danger pour les habitants, particulièrement, dans la commune de Bab-El-Oued.

Daoud Allam

CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Commémoration de son 58e anniversaire

Le congrès de la Soummam célèbre aujourd'hui son 58e anniversaire. L'association Machaâl Echahid, et le journal* Echaâb *ont commémoré hier l'événement, en rappelant les principaux fondements de la plateforme du congrès de la Soummam tenu le 20 août 1956.

Le congrès a souligné Amar El Khila, historien et enseignant en sciences politiques à l'université d'Alger, en plus d'avoir donné un cachet populaire à la Révolution, il lui a permis d'avoir un écho sur le plan international. C'est suite à ce congrès que la question de l'Algérie fut évoquée pour la première fois lors de la 10e session du Conseil de sécurité de l'organisation des Nations unies. 28 contre 27 voix se sont prononcées en faveur des Algériens. Une situation, rappela l'historien qui a, d'ailleurs, suscité la colère de la partie française qui a quitté les assemblées générales de l'ONU.

Le 1er novembre 1954, poursuit l'historien, le but était le déclenchement de la guerre pour arracher l'indépendance. Le congrès de la Soummam a mis en place les grandes lignes de la guerre de Libération à partir du 20 août 1956. Il a permis de réorganiser l'Armée de libération nationale, de réadapter la politique du FLN et d'encadrer le militantisme syndicaliste et le mouvement associatif ainsi que la propagande. Il y a eu également la mise en place d'un conseil national de la Révolution algérienne, d'une instance exécutive et la création de la Wilaya VI au sud.

Amar El Khila a, par ailleurs, relevé que Abane Ramdane, organisateur principal du congrès de la Soummam, qui devait envoyer une copie de la plateforme du congrès aux autres dirigeants de la Révolution ne l'a pas fait. «La copie n'a pas été discutée ni lue avant le 20 août, entre les autres dirigeants et Abane n'a pas été chaud pour la participation d'une délégation étrangère. Plusieurs dirigeants dont Ben Bella n'ont pas assisté à cette réunion. Ceci a fait que l'équilibre des forces était faible», a souligné l'intervenant.

Revenant sur le 20 août 1955, l'historien a indiqué que les attaques du Nord constantinois ont été le «déclic» pour réunir le peuple algérien autour du FLN et de la Révolution nationale. «C'est à partir de cette date que la guerre de Libération s'est propagée pour toucher tout le territoire national», a-t-il souligné.

S. A.

BÉJAÏA

Des manifestants scellent les sièges d'APC de Béni Maouche et Amizour

C'est un véritable embrasement qui affecte depuis le début de ce mois d'août la wilaya de Béjaïa où les actions musclées de fermeture de route, sièges d'APC et de daïra, voie ferrée ont constitué le lot de désagréments empoisonnant le quotidien des populations locales dans leurs déplacements et les estivants ayant choisi cette majestueuse région de la Basse-Kabylie, dans l'espoir d'y passer de «paisibles» vacances.

Au village Aftis, dans la municipalité de Boudjellil, à 60 km au sud de Béjaïa, la mobilisation citoyenne ne faiblit toujours pas après un mouvement de protestation de dix jours, pour faire aboutir leurs revendications sociales. En effet, après avoir scellé le siège de leur mairie depuis dix jours, les villageois ont décidé de radicaliser leur mouvement depuis cinq jours, à travers le blocage de la RN 26 à hauteur de Tazmalt et la voie ferrée au niveau d'Allaghane paralysant le trafic routier et ferroviaire, pour se faire entendre des pouvoirs publics qui tardent à prendre en charge leurs préoccupations sociales.

Les manifestants qui ne semblent pas prêts à lâcher prise jusqu'à la satisfaction totale de leurs doléances, se disent déterminés à maintenir ce blocus tant que leurs préoccupations sociales ne sont pas prises en charge. Il s'agit, entre autres, du bitumage de la route menant vers leur village, l'assainissement, l'alimentation en eau potable, la réalisation d'une maison de jeunes et d'un stade, de l'éclairage public ainsi que le raccordement au réseau de gaz de ville.

Hier encore, le trafic routier et ferroviaire a été paralysé pénalisant les citoyens dans leurs déplacements.

Alors que l'importante voie de communication reliant la wilaya de Béjaïa à l'est et au centre du pays est toujours fermée à la circulation, tout comme la voie ferrée obstruée par des troncs d'arbres et divers objets par des manifestants, des citoyens du village d'Ighdlane, relevant de la commune de Beni Maouche sont montés au créneau en procédant à leur tour au blocage du siège de leur APC et celui de la daïra pour dénoncer l'arrêt des travaux de réfection de la route menant vers leur village depuis 8 mois. Les villageois manifestants exigent la reprise dans l'immédiat des travaux de réalisation de leur route. La municipalité d'Amizour n'a pas également échappé à la colère citoyenne.

Dans la journée d'hier mardi, des villageois de Barzoune ont décidé de cadenasser le siège de leur mairie à Amizour en signe de protestation devant le manque d'eau potable en cette période de grandes chaleurs notamment, ainsi que pour réclamer le bitumage de la route menant vers leur cité.

La rue s'est aussi enflammée durant la semaine dans plusieurs municipalités de la wilaya à l'instar de Taskriout, à 50 km à l'est de Béjaïa, où les habitants du village Aït M'barek ont cadenassé le siège de leur municipalité dimanche et lundi derniers avec comme principale revendication la délocalisation d'une décharge sauvage située à proximité de leur village.

Excédés par les incessantes odeurs répugnantes provenant de cette décharge anarchique, les villageois protestataires ont empêché les camions de ramassage des ordures de sortir du parc communal pour procéder à la collecte des ordures tout en exigeant des autorités concernées la prise en charge urgemment de leur préoccupation.

Les citoyens de «Avrares», dans la commune de Toudja, ont également investi le terrain de la protestation à travers un rassemblement observé devant le siège de la wilaya dimanche. A l'appel de leur Fédération des associations qui regroupe 19 villages, les habitants de Avrares sont sortis dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol devant la dégradation des conditions de vie dans leur douar et réclamer à l'occasion, entre autres, le goudronnage des routes des villages, de l'eau potable, de l'électricité, l'assainissement ainsi que la réalisation des infrastructures de sports et loisirs. Aussi, durant la journée du 13 août passé, les estivants qui ont choisi la féérique côte ouest béjaouie pour se détendre et profiter de la grande bleue ont vécu un cauchemar sur cet axe routier de la RN 24 reliant par la côte la wilaya de Béjaïa et celle de Tizi-Ouzou en passant par Azzefoun pour cause de fermeture à la circulation par les villageois d'Adrar-Oufernou qui réclament aussi l'amélioration du cadre de vie dans leur cité.

A. Kersani

La LADDH exige la libération du blogueur de Ghardaïa

La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme exige la libération immédiate du blogueur Youcef Ould Dada.

Ce dernier, pour rappel, est condamné à 3 ans de prison ferme, «pour atteinte à l'intérêt national», pour avoir filmé et diffusé la fameuse scène montrant, à Ghardaïa, des policiers en train de s'adonner à des pillages. Ce que réfute la DGSN, affirmant qu'il s'agissait de vidéo-montage. Quoi qu'il en soit, la LADDH, et suite au procès en appel lundi dernier à Ghardaïa, considère, dans un communiqué que «la diffusion des vidéos sur internet relève de la liberté d'expression».